

## Situation économique et sociale

La quatrième rentrée politique de F. Hollande depuis 2012 se caractérise par le maintien des orientations libérales choisies dès le départ et amplifiées avec l'arrivée de M. Valls à Matignon. Pourtant tous les indicateurs démontrent l'échec de cette politique, échec sur le plan de l'emploi, de la résorption de la dette publique( +4,5% sur un an), de la correction des inégalités , tout en aggravant les difficultés de grand nombre de salariés et retraités et en asphyxiant les collectivités territoriales.

L'échec est flagrant quand on considère le sujet phare du quinquennat, la baisse du chômage : 650 000 demandeurs supplémentaires depuis 2012 viennent grossir les rangs des demandeurs d'emploi. Les derniers chiffres de la croissance (0% au deuxième trimestre après 0,7% au premier)rendent peu crédibles les discours de M. Sapin sur la reprise. Les profits des entreprises connaissent bien un rebond grâce aux aides publiques et à la baisse du prix du pétrole mais la production stagne et l'investissement des entreprises a ralenti au deuxième trimestre, tout cela laissant mal augurer d'un infléchissement de la courbe du chômage.

La rentrée politique du gouvernement s'annonce donc difficile et, à l'intérieur même de la majorité , des voix s'élèvent pour demander une réorientation des politiques. Un rapport adopté par le PS fin juillet demande la réaffectation au pouvoir d'achat des ménages et aux collectivités d'une partie des 20 milliards restants du pacte de croissance et responsabilité, fondé sur des allègements fiscaux et des allègements de cotisations pour les entreprises. Un rapport d'étape récemment publié par le syndicat CFE –CGC des banques a pointé « un effet d'aubaine particulièrement rentable » pour les banques qui ont profité de 211 millions d'euros sans effet sur l'emploi. Quant aux groupes du CAC 40 qui perçoivent aussi le CICE, ils auraient engrangé au premier semestre 2015 35 milliards de bénéfices nets selon un bilan partiel. Dans le même temps, les dépenses des ménages ont régressé entre le premier et le deuxième trimestre ( de +0,9% à + 0,1%) les réductions touchant essentiellement dépenses d' énergie ,d' habillement, logement, médicaments.

Ces résultats ont motivé l'idée d'une remise en cause partielle du pacte de responsabilité prônée par la direction du parti socialiste reprenant les propositions des frondeurs.

Les choix budgétaires présentés fin septembre risquent d'aggraver les tensions entre les membres de la majorité ; les écologistes sont divisés sur la ligne à tenir vis-à-vis du PS mais le bilan médiocre de F. Hollande les a déçus et le choix a été fait de ne pas avoir de liste commune avec le PS au premier tour des régionales. Le parti du gouvernement sera donc bien seul et une nouvelle défaite (déroute ?) électorale se profile. Les choix faits à l'automne seront déterminants d'autant que les lois de finances examinées seront les dernières de plein exercice du quinquennat. Le débat sur la question fiscale (allègements d'impôts, retenue à la source...) sera un sujet majeur.

Les conflits sociaux touchent de plus en plus de secteurs, la crise des éleveurs a marqué l'été mais la rentrée sera probablement l'objet de nouveaux mouvements.

La gestion de la politique migratoire n'est pas plus à mettre au profit du gouvernement qui privilégie une politique sécuritaire à l'accueil des demandeurs d'asile et laisse les réfugiés subsister dans des conditions indignes

Concernant la Grèce, le Président n'a pas non plus répondu aux attentes de tous ceux qui souhaitent que la France pèse pour une prise de conscience du danger des politiques d'austérité et contrer le discours sur le remboursement indépassable de la dette. Si F. Hollande a combattu l'idée du Grexit, il n'a pas ensuite plaidé pour rouvrir le débat sur la mobilisation du crédit et de l'épargne pour favoriser le financement d'investissements efficaces et a fait partie de ceux qui ont imposé aux Grecs de nouvelles réformes contraignantes en échange du troisième plan d'aide de 86 milliards d'euros. L'accord imposé le 13 juillet par les puissances européennes sous la menace de faillite de la Grèce a montré le besoin d'une réorientation profonde d'une construction européenne au service des marchés. La dureté de l'accord provoque une division au sein de Syriza qui avait le soutien majoritaire de la population pour s'opposer aux mesures d'austérité ; le premier ministre Alexis Tsipras a de ce fait choisi de démissionner et de provoquer des élections anticipées.

Quelles possibilités d'alternatives ?

L'épisode grec et le déni de démocratie qu' a constitué une mise sous tutelle du pays en dépit du vote des citoyens a eu pour effet de relancer les débats sur une transformation radicale de la construction européenne, le rôle de la BCE, la question des dettes publiques. Le consensus droite / social-démocratie dans l'imposition à Tsipras d'un mémorandum violent a illustré la nature des fondements de la construction européenne et le besoin d'un changement radical. Celui-ci suppose un mouvement politique d'ampleur reposant sur le rassemblement de toutes les forces progressistes, associant forces politiques, associatives, syndicales ... Avec leurs différences, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Die linke en Allemagne luttent contre l'austérité; et le succès imprévu de Jeremy Corbin en Grande Bretagne dans le débat pour la primaire travailliste montre qu'on peut répondre aux attentes populaires. La division politique et syndicale en France complique les choses mais il est nécessaire de travailler au rassemblement des forces progressistes et ne pas laisser le champ à l'extrême droite.

L'année qui vient de s'écouler a vu les difficultés des organisations syndicales opposées aux politiques d'austérité à construire des mouvements suffisamment puissants d'où le besoin de réfléchir à une stratégie autre que celle qui consiste à lancer un mot d'ordre de journée d'action interprofessionnelle sans préparation suffisante. Ne faut-il pas privilégier une montée des conflits locaux ou sectoriels pour les faire converger ensuite ? La mobilisation dans l'Éducation peut être un facteur de la construction de ce mouvement et le choix fait par le SNES d'une date rapide de grève sur la réforme des collèges et les conditions de rentrée devrait permettre d'éviter le scénario de l'an dernier où la FSU et ses syndicats ont été contraints d'appeler à des grèves mal préparées. La réaction face au projet de réforme du collège montre que les attaques contre le métier sont de nature à remobiliser

une profession profondément déçue par Hollande mais trop souvent repliée sur elle-même et difficile à convaincre de l'efficacité d'un mouvement social. La très mauvaise cote de popularité de la Ministre NVB dans les sondages laisse supposer que l'opinion publique n'est pas dupe des discours démagogiques et que nos interventions ont porté. Le SNES a pris la conduite de la mobilisation dans le cadre de l'intersyndicale et devra poursuivre le travail de terrain pour au plus près des collègues et faire en sorte que les débats existent dans les salles des professeurs. C'est en partant des questions professionnelles que nous pourrons amener les collègues à discuter de problématiques plus générales et contribuer à la construction d'un mouvement plus large. A ce titre le SNES doit réussir à mener la consultation sur le protocole PPCR.

La FSU et plus particulièrement UA auront à nouer tous les contacts nécessaires pour impulser des débats, faire des propositions de nature à associer en France tous ceux qui se reconnaissent dans un syndicalisme de transformation sociale prônant un modèle alternatif au néo libéralisme actuel. Cette question est corrélée à celle de l'unification du syndicalisme qui sera débattue au Mans. Or l'analyse des résultats des dernières élections professionnelles n'a pas suffisamment débouché sur la réflexion sur l'avenir de la fédération qu'ils posent pourtant. La fragilité de notre fédération essentiellement assise sur le secteur éducatif s'est révélée du fait des conséquences de la baisse des scores dans ce secteur. La FSU n'a pu retrouver sa place de première fédération de la Fonction publique d'État, n'a pas progressé dans la territoriale et voit son influence diminuer. Cependant la question de son avenir est toujours éludée et seul est envisagé le court terme, à savoir gagner des points dans la territoriale en 2018 . Si renforcer la fédération est en effet une nécessité, cela ne peut plus constituer un projet et l'orientation défendue par UA SNES est bien de lier ce développement à une perspective d'unification propre à se doter d'une confédération plus efficace pour l'ensemble des salariés. La crise de direction et d'orientation de la CGT a certes beaucoup pesé mais il nous faut aussi analyser les raisons des blocages internes à la FSU (crainte de perte de syndiqués, fragilisation du syndicalisme de métier, alliances intersyndicales différentes selon les secteurs etc...).

Dans le cadre de la préparation du Congrès il nous faudra réfléchir aux contributions et propositions qui pourraient faire avancer le processus ou tout au moins amener au débat les différentes composantes de la fédération .

Frédérique ROLET